

## Les rebelles burundais des FOREBU revendiquent une attaque à Bujumbura

Voice of America, 06.02.2016 Selon des habitants, l'attaque aurait fait quatre morts chez les Imbonerakure, mais le compte Twitter de la rébellion affirme que quatre policiers ont été tués. Le bilan n'a pas été confirmé de source officielle. Au moins quatre personnes ont été tuées et quatre blessées dans la nuit de vendredi à samedi, lors d'une attaque des rebelles dans le sud de Bujumbura. Selon le correspondant de VOA Afrique au Burundi, ce bilan n'est pas confirmé. Pour le moment, aucune réaction officielle n'a été donnée.

Cette attaque, menée contre une position de la police à Gikoto, sur les hauteurs surplombant à l'est le quartier de Musaga, a été revendiquée par les Forces républicaines du Burundi (Forebu). Sur son compte Twitter, cette rébellion affirme que "4 policiers" avaient été tués, "5 blessés" et que "2 armes et 4 caisses de munitions" avaient été saisies, qu'elle n'ait elle-même subi de perte. Mais, selon de nombreux témoignages d'habitants, les quatre tués seraient en fait des Imbonerakure, les membres de la Ligue de jeunesse du parti présidentiel, le CNDD-FDD, que l'ONU a qualifiée de "milice" et qui est accusée d'intimider les opposants. Les jeunes gens, et leur quatre compagnons blessés, participaient aux activités de la police aux arrestations et exécutions de jeunes "criminels" de Musaga, d'après ces témoignages. Le terme "criminels" désigne pour les autorités les insurgés ayant pris les armes contre le président Pierre Nkurunziza. Un soldat, intervenu avec quelques collègues depuis une position voisine, a été également blessé, selon la même source. Un cinquième Imbonerakure a été tué par balles samedi vers 11 h à Musaga par un groupe armé, selon une source policière sur place. Le Burundi est plongé dans une profonde crise politique depuis la candidature fin avril 2015 du président Pierre Nkurunziza - réélu en juillet - à un troisième mandat. La société civile et l'opposition jugent ce troisième mandat contraire à la Constitution et à l'Accord d'Arusha, qui avait mis fin à la guerre civile (1993-2006). Plus de 400 personnes ont été tuées depuis le début de la crise, qui a poussé 230 000 personnes à l'exil. La capitale est désorm

théâtre de nombreuses exécutions extrajudiciaires, d'accrochages nocturnes de policiers, tandis que les auteurs d'un coup d'Etat avorté en mai ont promis de renverser le gouvernement par les armes si nécessaire. Avec AFP